

METHODE DU COMMENTAIRE D'ARTICLE, DÉTAILLÉE ÉTAPE PAR ÉTAPE

Méthode rédigée par Marjorie BRUSORIO : Ater à l'université de Toulon

Rubrique 1 : Caractéristiques et spécificités du commentaire d'article

Commenter un article consiste à analyser et expliquer une disposition normative, à apprécier l'intérêt de la disposition dans le domaine juridique concerné et à étudier ses conséquences juridiques, factuelles, économiques et sociales. Vous devez également vous demander si la disposition est toujours adaptée au contexte actuel.

Le commentaire peut porter sur un article de traité international ou européen, de la Constitution, d'une loi, d'un code, d'un projet ou d'une proposition de loi, d'un décret, plus rarement d'un arrêt.

Cet exercice vise à tester votre aptitude à l'analyse et votre capacité à apprécier le bien-fondé du principe posé eu égard à l'époque de son adoption, à l'époque actuelle et à l'avenir.

Commenter un article est un travail distinct des autres épreuves (commentaire d'arrêt, dissertation, cas pratique) mais vous aide à bien les appréhender. Cet exercice développe votre sens de l'analyse et suppose une grande rigueur. Ces qualités sont nécessaires pour commenter un arrêt, analyser un sujet de cas pratique ou de dissertation. Être capable de comprendre le sens exact et la portée d'un article est indispensable pour apprécier son application par les juges, lors d'un commentaire d'arrêt. Cela vous aide également à résoudre vos cas pratiques en vous habituant à lire et à comprendre les articles applicables.

Réservé à votre usage personnel. Toute reproduction partielle ou totale de ce document par quelque procédé que ce soit (photocopie ou autre) est strictement interdite et sanctionnée de deux ans d'emprisonnement et de 150 000 euros d'amende par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

© 2003 Paradigme - CPU

Le travail d'un juriste (magistrat, avocat, juriste d'entreprise, notaire...) consiste essentiellement à analyser et apprécier le sens des dispositions normatives afin de les exploiter à bon escient. Le commentaire d'article est le meilleur moyen de vous préparer à ce travail.

Rubrique 2 : Ce qu'on attend de vous

À première vue, le commentaire d'article n'est pas une épreuve complexe. Il échappe aux difficultés des autres exercices : pas de faits inextricables ni de procédure à cerner, comme pour le commentaire d'arrêt, pas de situation de fait à transposer en termes juridiques, ni de solution à trouver, comme pour le cas pratique.

Des connaissances !

Réussir son droit ne se résume pas à apprendre son cours ou un manuel et à le réciter *in extenso* lors de l'examen. Cet apprentissage est cependant un préalable nécessaire. **Le commentaire d'article, comme la dissertation, exige des connaissances relatives au thème visé.** Contrairement au cas pratique ou au commentaire d'arrêt, vous ne pouvez pas « grappiller » quelques points en qualifiant les faits ou en retraçant la procédure. Votre note dépendra de la finesse de votre analyse et de votre aptitude à utiliser vos connaissances à bon escient.

Vous ferez ainsi appel à votre cours pour étudier les points suivants :

- **Le contexte d'élaboration ?** Pour quelle(s) raison(s) cet article est-il intervenu, et pourquoi à ce moment-là ? Entérine-t-il ou infirme-t-il une solution jurisprudentielle ? Avalise-t-il ou sanctionne-t-il une évolution des comportements ?
- **Le sens de l'article :** que signifie-t-il ? Pose-t-il un nouveau principe, renforce-t-il un principe déjà posé ? Pose-t-il une exception ?
- **Le champ d'application ?** Quelles situations de fait vise-t-il ?
- **La réception de l'article ?** L'article a-t-il posé (ou posera-t-il) des difficultés d'application ? A-t-il été (ou est-il) contesté par la doctrine et les professionnels, a-t-il donné lieu à des interprétations jurisprudentielles divergentes ?

Le respect de la méthode

Le commentaire d'article vise à aiguïser votre sens de l'analyse. Il suppose le respect d'une méthode rigoureuse. De nombreux éléments relatifs à la forme doivent être pris en compte : ponctuation, structure grammaticale, sémantique...

Procéder méthodiquement vous évitera de tomber dans les pièges de cet exercice.

Pièges à éviter :

- **paraphraser l'article** plus longuement et moins clairement, sans introduire d'information complémentaire, vous limiter à l'analyse en oubliant d'apprécier la disposition ;

- **glisser vers un commentaire d'arrêt** en basant votre devoir sur un arrêt de principe relatif à l'application de la disposition.

Ainsi, le commentaire de l'article 16-7 du Code civil ne doit pas se confondre avec celui de l'arrêt *Alma Mater* (Ass. Plén., 31 mai 1991, D. 1991, p. 417). Ce dernier vous permet d'insister sur les raisons de l'intervention du législateur, mais vous ne devez pas oublier d'expliquer si cet article a apporté une réponse satisfaisante aux problèmes posés par la procréation et la gestation pour le compte d'autrui ;

- **vous étendre sur un cas particulier** pour expliquer l'intérêt de la disposition commentée.

Ainsi, le commentaire de l'article 146 du Code civil ne doit pas être un prétexte pour résoudre le problème du mariage simulé d'un français et d'une étrangère en exposant le rôle des autorités ainsi que les différentes sanctions possibles. Un tel devoir ne traiterait que partiellement le sujet en éludant le cas des incapables majeurs ;

- **confondre le commentaire d'article avec une dissertation** portant sur le thème visé par l'article et de substituer à la problématique posée au législateur votre problématique personnelle.

Par exemple, lors du commentaire de l'article 515-4 du Code civil, vous devez expliquer comment le législateur a envisagé la solidarité des pacsés, entre eux et à l'égard des tiers et quelles sont les conséquences de cette solidarité. Il ne s'agit pas de présenter « Les relations patrimoniales des pacsés entre eux et avec les tiers ». Formulé ainsi, le sujet supposerait l'étude du sort des biens acquis postérieurement à la conclusion du PACS, envisagé à l'article 515-5 du Code civil, ce qui est exclu dans le commentaire de l'article 515-4.

Vous devez étudier les éléments suivants :

- le contexte dans lequel l'article a été écrit (juridique mais aussi historique, économique, sociologique, politique) ;
- le problème qui a suscité l'adoption de l'article ;
- l'objectif poursuivi par son auteur ;
- l'apport du texte, sa finalité, son impact, ses incidences ;
- les réactions de la jurisprudence, de la doctrine et des professionnels ;
- l'avenir probable du texte (abrogation, modification, pérennité)...

Un devoir cohérent, structuré et lisible

Vos développements doivent absolument être organisés autour d'un plan. Ce dernier doit permettre à votre lecteur de comprendre le cheminement de votre raisonnement. Faites apparaître les intitulés des parties et des sous-parties sur votre copie.

Employez un langage juridique correct : seule la Cour de cassation (notez la majuscule) casse ou rejette un arrêt, les cours d'appel confirment ou infirment un jugement, une clause stipule mais un article dispose.

Méfiez-vous, le sens courant d'un terme ne correspond pas toujours à son sens juridique : ainsi, la tradition est définie en droit des biens comme la remise d'une chose mobilière à une personne.

Soignez la présentation de votre copie en laissant une marge suffisante pour que votre correcteur puisse y mettre des annotations ou que vous puissiez insérer quelques mots en cas d'oubli.

Proscrivez les fautes d'orthographe et de grammaire.

Justifiez et étayez vos affirmations. Évitez les propos banaux qui ne présentent aucun intérêt juridique.

Ayez toujours en tête que votre professeur a beaucoup de copie à corriger et peu de temps à y consacrer. À vous de retenir son attention par une présentation cohérente, un raisonnement subtil et pertinent, des connaissances précises.

Rubrique 3 : Préparation du commentaire d'article, étape par étape (1 h 25 à 1 h 30)

La préparation du commentaire suppose de nombreux « va-et-vient » entre l'article et votre brouillon. **Vous devez lire, relire, annoter, « décortiquer » l'article en vous attachant particulièrement à sa forme afin de cerner parfaitement son sens et comprendre son application par les magistrats et les éventuelles critiques formulées à son encontre.**

Ne négligez aucun élément : ponctuation, grammaire, vocabulaire, emploi du singulier ou du pluriel...

Étape 1 : Identification de l'article (10 mn)

Repérez l'origine de l'article : quand a-t-il été écrit et par qui ?

Date d'élaboration de l'article

Cette information est essentielle : elle vous permet de situer l'article dans son contexte et de le rapprocher d'autres dispositions, adoptées au cours de la même période, ou de décisions de jurisprudence qui ont pu susciter l'adoption de cet article. **Le contexte de l'élaboration de l'article est important pour comprendre sa finalité et déterminer s'il est en retrait, conforme ou contraire aux attentes des justiciables, des juges, de la doctrine et des professionnels du droit.**

La date d'élaboration de l'article est également importante pour comprendre le sens de ce dernier. **Le sens de certains mots a pu évoluer dans le temps.** Il est indispensable d'attribuer aux termes employés le sens qu'ils avaient au moment de l'adoption de l'article et celui qu'ils ont aujourd'hui. Ainsi, le mot « instituteur », employé par les rédacteurs du Code civil à l'article 1384, visait en 1804 la personne qui enseigne un art ou une science, il ne doit donc pas être limité à son sens actuel, c'est-à-dire aux maîtres des écoles élémentaires.

Replacer l'article dans son contexte d'élaboration vous permet également de comprendre les motivations de son auteur. Ainsi, en 1804, les puits étaient la principale source d'eau des habitations, leur entretien était donc essentiel. C'est pourquoi les rédacteurs du Code civil ont consacré un article à l'obligation du bailleur de curer les puits (art. 1756 C. civ.). Cette disposition ne présente plus beaucoup d'intérêt aujourd'hui.

Auteur de l'article

Cette information vous renseigne d'une part sur la valeur juridique de la disposition (valeur constitutionnelle s'il s'agit d'un article de la Constitution, valeur

législative s'il s'agit d'un article d'une loi...), **d'autre part sur le contexte idéologique dans lequel elle s'inscrit.**

Les textes adoptés par les Révolutionnaires marquent généralement la volonté d'opérer un changement radical. Ainsi, sous l'Ancien Régime, les propriétaires de terres nobles accolait le nom de leur terre à leur patronyme, précédé de la particule « de ». Les Révolutionnaires tentèrent de combattre cet usage mais une loi du 24 Brumaire An II (année 1793, selon le calendrier grégorien) autorisa le changement de nom par simple déclaration. Face aux abus qui s'ensuivirent, la loi du 6 Fructidor An II (1794) organisa l'immutabilité du nom (art. 1^{er} de la loi).

Les textes votés à l'approche des élections le sont parfois dans la précipitation, ce qui peut expliquer certaines imprécisions ou incohérences. Après un changement de majorité politique, le nouveau gouvernement ou la nouvelle Assemblée modifie parfois les textes adoptés par leurs prédécesseurs quelques semaines ou mois auparavant. La motivation est alors strictement politique.

Dans quel cadre normatif s'insère l'article : de quelle loi ou réforme est-il issu, a-t-il été inséré dans un Code ?

Ces informations vous aident à déterminer la valeur juridique de la disposition (valeur constitutionnelle, législative...) et vous permettent de déduire son impact sur les autres normes juridiques. Un article issu d'une réforme de circonstances a ainsi moins d'importance qu'un article issu d'une réforme d'envergure. La loi du 4 juillet 2001 relative à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception, portant à douze semaines le délai maximum pour recourir à une IVG et améliorant le sort des mineures, est, par exemple, moins « importante » que la loi du 17 janvier 1975 (dite « Loi Veil ») qui légalise l'IVG, sous certaines conditions.

Il convient également d'étudier à quelle place, c'est-à-dire au sein de quelle section ou chapitre, l'article a été inséré dans le Code. Le support originel d'un article ne permet pas toujours d'en connaître la localisation finale. Or cette dernière permet de déterminer la valeur et la portée de l'article.

La méthode utilisée par le législateur pour insérer un article dans un Code renseigne sur son importance, son impact, sa valeur :

- si l'article remplace et évacue un autre article ou s'il modifie un article existant : vous devrez, lors de votre commentaire, comparer le nouvel article et l'ancien et vous attacher à la modification introduite. Ainsi, la loi du 4 mars 2002 relative à l'autorité parentale a modifié l'article 372 du Code civil, supprimant la condition de cohabitation des parents non mariés pour l'exercice en commun de l'autorité parentale sur leur enfant ;

- s'il est inséré entre deux articles ou si le commentaire porte seulement sur un alinéa ajouté dans un article existant : il peut s'agir d'une précision ou d'une exception apportée à un principe. Ainsi, l'alinéa 2 de l'article 1384 du Code civil, relatif à la responsabilité du fait des incendies (inséré par la loi du 7 novembre 1922) avait pour objectif d'éviter l'augmentation des primes des contrats d'assurance consécutive à l'application, par la jurisprudence, de la présomption de l'article 1384 alinéa 1^{er} à l'hypothèse de la communication d'un incendie d'un immeuble à un autre ;

- si l'article fait partie d'une nouvelle section ou d'un nouveau chapitre créé par la loi dont il est issu, il témoigne généralement d'une adaptation du droit à l'évolution de la société. Ainsi, la loi du 4 mars 2002 relative au nom de famille, a ajouté dans le Code civil les articles 311-21 et 311-22 créant une section 5 : « Des règles de dévolution du nom de famille », ajoutée dans le chapitre 1^{er} : « Des dispositions communes à la filiation légitime et naturelle » du titre 7 : « De la filiation ».

Étape 2 : Analyse de l'article (30 mn)

Analyse des termes : la glose

Une glose consiste à définir un à un les termes d'une phrase donnée. Méfiez-vous des différences de sens entre le langage courant et le langage juridique, entre la langue ancienne et la langue actuelle.

Lorsqu'un terme comporte plusieurs sens, vous devez déterminer celui envisagé par l'auteur. Par exemple, dans l'article 1^{er} de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, selon lequel « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits », les Révolutionnaires n'ont pas seulement visé les êtres humains de sexe masculin mais l'espèce humaine, en général.

Lorsqu'un mot ou une expression peut prêter à confusion, vous devez rechercher l'intention de l'auteur ou l'interprétation de la jurisprudence. Ainsi, la « réunion de fait » visée par l'article 313-2 du Code civil n'est pas une simple rencontre ni une réconciliation. L'intention du législateur étant de permettre le rattachement d'un enfant au mari de sa mère, la réunion de fait à laquelle il fait allusion est une relation sexuelle.

Attention ! Ne tombez pas dans l'excès en retenant systématiquement plusieurs sens pour chaque mot. Le but de l'auteur de l'article est de s'exprimer clairement avec des mots appropriés, ne cherchez pas les métaphores ou les allégories. Envisagez l'article dans son ensemble.

Analyse de la structure grammaticale

Étudier la structure grammaticale de l'article vous aide à saisir son sens exact et à construire votre plan. Vous pouvez en effet, parfois, bâtir ce dernier en calquant la structure grammaticale du texte.

Vous devez :

- **identifier dans chaque phrase la proposition principale et les propositions subordonnées.** Ainsi, dans l'article 306 du Code civil (« À la demande de l'un des époux, le jugement de séparation de corps est converti de plein droit en jugement de divorce quand la séparation a duré trois ans »), l'intention du législateur était d'indiquer que le jugement de séparation de corps pouvait être converti en divorce. Il a également précisé comment : « de plein droit » ; à quelle condition : « À la demande de l'un des époux » et quand : « quand la séparation de corps a duré trois ans » ;
- **repérer les articles définis et les articles indéfinis.** Ainsi, l'article défini « Le », utilisé à l'article 102 du Code civil, marque l'unicité du domicile ;
- **faire attention au sens des conjonctions de subordination ou de coordination** (temps, cause, opposition, lieu...). Ainsi, « et » évoque une accumulation ou une énumération alors que le « ou » marque l'indifférence ou l'alternative. Selon l'article 242 du Code civil, le divorce pour faute peut être demandé par un époux lorsqu'il reproche à l'autre : **soit** une violation grave, **soit** une violation renouvelée des devoirs et obligations du mariage (le législateur a utilisé le mot « ou ») **à condition, dans l'un ou l'autre cas**, que cela rende intolérable le maintien de la vie commune (l'auteur de l'article a employé le terme « et »).

Attention ! En principe, dans le langage juridique, l'indicatif vaut impératif !

Analyse de la structure logique et de la démarche de l'auteur

Il s'agit d'étudier la manière dont l'auteur présente ses propos, le mode de raisonnement qu'il a employé et la méthode législative utilisée ?

Le mode de raisonnement de l'auteur

L'auteur de l'article peut :

- énoncer une règle ou un principe puis prévoir une exception, une limite ou un exemple. Il convient de s'interroger sur la signification exacte de ces règles, principes ou exception et d'en chercher le champ d'application. Ainsi, l'alinéa 1 de l'article 61 du Code civil vise le principe du changement de nom, l'alinéa 2 donne un exemple et l'alinéa 3 concerne la procédure ;

- envisager plusieurs situations différentes. Ainsi, l'article 122 du Code civil envisage, dans le premier alinéa la déclaration d'absence après qu'un jugement ait constaté la présomption d'absence et, dans le second, la déclaration d'absence sans qu'un jugement ait constaté la présomption d'absence ;

- dresser une liste des cas ou des personnes visées.

Ainsi, l'article 347 du Code civil dresse la liste des enfants susceptibles d'être adoptés.

La méthode législative utilisée

Comment l'auteur de l'article s'est-il exprimé ? A-t-il utilisé des notions précises ne laissant aucun pouvoir d'appréciation ou a-t-il seulement fixé un cadre ou donner une directive ? L'article comporte-t-il des lacunes, a-t-il volontairement ou non omis des hypothèses particulières.

L'auteur de l'article peut :

- **imposer ou interdire**, catégoriquement. Ainsi, le changement de nom s'étend de plein droit aux enfants lorsqu'ils ont moins de treize ans (art. 61-1 C. civ.).

- **suggérer une conduite**. L'article 423 du Code civil dispose par exemple que lorsqu'un enfant est placé sous tutelle, le subrogé tuteur doit être pris « autant que possible, dans l'autre ligne » généalogique que le tuteur ;

- **poser un modèle de référence**.

Le modèle de référence peut être concret ou abstrait. Ainsi dans les articles 389-4 et 389-6 du Code civil, le législateur a fixé les pouvoirs des administrateurs légaux des mineurs en se référant aux pouvoirs des tuteurs prévu à l'article 450 du Code civil (modèle concret). Or, dans cet article 450 du Code civil, il est prévu que le tuteur administre les biens de l'enfant en « bon père de famille » (modèle abstrait) ;

- **laisser au juge ou au « représentant de la justice » une marge d'appréciation** quant à l'application de l'article. Ainsi, selon l'article 57 du Code civil, l'officier de l'état civil puis le procureur de la République apprécient si le prénom choisi par les parents d'un enfant est conforme à l'intérêt de ce dernier et ne méconnaît pas le droit des tiers à voir protéger leur nom de famille.

Attention ! La distinction entre la structure grammaticale et la structure logique de l'article est artificielle. Elle vous permet de mieux comprendre la consistance de votre travail d'analyse. En pratique, vous pouvez les mener ensemble.

Étape 3 : Appréciation de l'article (30 à 35 mn)

L'analyse approfondie de la forme de l'article vous a permis de cerner le sens et la finalité de la disposition, vous éviterez ainsi des contresens dramatiques lors de votre commentaire. Vous êtes maintenant prêt à aborder un travail de fond visant à apprécier la disposition.

Les deux premières étapes de la préparation du commentaire n'exigent pas de connaissances précises. Il s'agit d'analyser la disposition. Une solide connaissance du thème visé est en revanche nécessaire pour passer à l'étape suivante : apprécier le bien-fondé de l'article en fonction des enjeux présents au moment de sa rédaction et au moment actuel mais aussi son application par la jurisprudence, sa réception par la doctrine.

Vous devez vous interroger sur trois périodes :

1. Avant l'élaboration de l'article :

Quels sont les événements qui ont suscité l'adoption de l'article ?

- Inadaptation des dispositions existantes face à l'évolution des mœurs et des comportements ;
- nécessité de protéger certaines personnes face au développement de certaines pratiques susceptibles de les placer dans un état de faiblesse (développement du droit de la consommation) ;

- nécessité de mettre notre droit en conformité avec des normes communautaires ou internationales, condamnation de la Cour européenne des droits de l'homme ;
- décisions de jurisprudence appelant le législateur à intervenir [l'arrêt *Desmares* (Civ. 2^e, 21 juillet 1982, Bull. civ. II, n° 111) a ainsi provoqué le législateur à légiférer en matière d'accident de la circulation, ce qu'il fit en adoptant la loi n° 85-677 du 25 juillet 1985, dite loi Badinter ; de même pour l'arrêt « Perruche » du 17 novembre 2000 (D. 2001, p. 332) qui entraîna l'adoption de la loi du 4 mars 2002 sur le droit des malades] ;
- critiques doctrinales face aux lacunes ou à l'inadaptation des dispositions existantes ;
- situation économique et sociale imposant l'intervention du législateur...

2. L'adoption de l'article :

Quelles réponses apporte l'article aux problèmes qu'il entend résoudre ?

A t-il envisagé toutes les situations susceptibles de se présenter et apporté une réponse à chacune d'elle ? Laisse-t-il (volontairement ou non) une marge d'appréciation quant à son application ?

L'auteur souhaite-t-il légitimer et donner un cadre légal à une évolution des comportements ou au contraire sanctionner cette évolution, en interdisant ou en limitant les nouvelles pratiques ? Intervient-il pour provoquer une évolution des pratiques ? L'article 43 de la loi du 23 décembre 1985 incitait ainsi, notamment, à user du nom du parent qui n'avait pas été transmis et à porter dans la vie courante un double nom composé du nom reçu à la naissance (en général le nom du père) et du nom de l'autre parent (souvent celui de la mère). Cette disposition eut un faible écho et fut considérée comme moyen de pallier la non-transmissibilité du nom de la mère à l'enfant légitime. La loi du 4 mars 2002 relative au nom de famille prévoit

cette transmissibilité (voir le commentaire détaillé de l'article 311-21 du Code civil issu de la loi du 4 mars 2002).

Déduisez des réponses que vous pourrez apporter à ces questions, la finalité de l'article.

3. Après la parution de l'article :

L'article a-t-il apporté une solution conforme aux attentes qu'il devait satisfaire ? A-t-il déçu ? Comment la jurisprudence, la doctrine et les professionnels du droit ont-ils réagi ? Quel semble être l'avenir de l'article ?

Attention ! L'objet du commentaire d'article (comme du commentaire d'arrêt) n'est pas de critiquer systématiquement négativement le travail du législateur (ou des juges). Vos remarques doivent être modérées et motivées. Vous devez justifier votre position.

Étape 4 : Recherche d'un plan détaillé (15 mn)

Vous pouvez généralement vous inspirer de la structure grammaticale de l'article pour élaborer le plan de votre commentaire.

Si l'article est long (plusieurs phrases ou plusieurs alinéas)

Vous pouvez vous appuyer sur sa structure typographique pour déterminer les parties de votre commentaire. Les retours à la ligne ou alinéas marquent souvent un changement d'idée, d'hypothèse ou de situation ; l'énoncé d'une exception ou d'un cas particulier.

Le commentaire d'article, comme les autres exercices juridiques, se construit en deux parties. Si l'article comporte plusieurs alinéas, vous devez opérer des regroupements.

Attention ! Les deux alinéas d'un article ne correspondent pas systématiquement aux deux parties du commentaire de cet article. N'oubliez pas que les parties doivent être équivalentes dans la forme (c'est-à-dire leur longueur) et dans le fond (c'est-à-dire l'intérêt). Ainsi pour le commentaire de l'article 60 du Code civil vous ne pouvez pas traiter le premier alinéa dans la première partie (le changement de prénom en général) et le deuxième alinéa dans la seconde (la nécessité du consentement de l'enfant de plus de treize ans). Votre première partie sera beaucoup plus importante que la seconde et votre devoir déséquilibré. En revanche, vous pouvez, par exemple, rechercher les idées principales de l'article et traiter « Des conditions pour changer de prénom » dans la première partie et « De la procédure pour changer de prénom », dans la seconde.

Si l'article est court (une seule phrase)

Même si l'article est court vous pouvez vous inspirer de sa structure. Il ne s'agit pas alors de la structure typographique mais de la structure grammaticale. Vous pouvez également construire votre plan en vous fondant sur les mots ou concepts clés du texte. Veillez alors à ne pas oublier les autres passages. Ainsi, les deux concepts clés de l'article 274 du Code civil (« La prestation compensatoire prend la forme d'un capital dont le montant est fixé par le juge ») sont : « forme d'un capital » et « fixé par le juge ». Vous pouvez étudier la fixation de la prestation compensatoire sous forme de capital dans la première partie de votre commentaire et la fixation du montant de la prestation compensatoire par le juge, dans la seconde.

Soyez également attentif à la ponctuation de l'article. Une virgule ou un point virgule peuvent marquer le passage d'une condition à une autre, d'une situation à une autre... Cela peut vous aider à bâtir vos sous-parties.

Attention ! Il ne faut absolument pas retenir un plan consistant à étudier la structure du texte dans la première partie et à l'apprécier dans la seconde partie. Chaque partie ou sous partie doit comprendre l'analyse et l'appréciation d'un passage

du texte.

Rubrique 4. Rédaction du commentaire (1 h 30 à 1 h 35)

Étape 1 : L'introduction (20 à 25 mn)

L'introduction doit représenter environ un tiers de votre devoir et être soigneusement préparée sur votre feuille de brouillon.

Elle doit nécessairement comporter les éléments suivants :

€ Présentation du thème abordé par l'article

Citez intégralement l'article s'il est court, rappelez-en la substance s'il est trop long. Rattachez-le au thème de votre cours qu'il aborde.

, Date et auteur de l'article, valeur normative, précisez s'il a été inséré dans un Code (à quel endroit ?)

f Finalité de l'article : quelle problème résout-il ? Quelle situation a justifié son élaboration ? Était-ce un problème important ? Concerne-t-il un grand nombre de personne ? A-t-il été difficile à élaborer ? Pose-t-il des problèmes d'application ? Est-il sujet à interprétation ?

„ Annonce du plan (les deux grandes parties)

Attention ! Chacun de ces points doit apparaître dans l'introduction mais l'ordre de présentation peut varier. L'essentiel est que vos propos s'enchaînent logiquement.

Étape 2 : Développement, chapeaux introductifs et transition (1 h 10 à 1 h 15)

La rédaction ne pose pas de difficulté si vous avez correctement effectué votre préparation : gardez toujours votre plan détaillé sous les yeux.

N'oubliez pas de rédiger un chapeau introductif sous les intitulés de vos grandes parties.

Pensez à la transition entre vos deux parties. Deux ou trois phrases suffisent : il s'agit de conclure la partie que vous achevez puis d'annoncer la nouvelle.

Vos chapeaux introductifs et votre transition révèlent la cohérence de votre plan et donc de votre devoir. S'ils sont correctement rédigés, leur lecture enchaînée doit constituer un résumé de votre devoir.

Accordez un soin particulier aux intitulés des grandes parties et des sous-parties. Ils doivent être percutants et si possible courts et surtout précis. Il est préférable d'éviter les phrases avec des verbes conjugués. Ils doivent exactement correspondre au contenu des parties ou sous parties qu'ils annoncent. Pour en être certain, vous pouvez commencer par rédiger votre sous partie et, lorsque vous êtes sûr de votre développement, compléter vos intitulés.

Attention ! N'oubliez pas, dans l'affolement des dernières minutes de compléter vos titres !

Étape 3 : Une conclusion ?

Il est généralement conseillé de terminer le commentaire d'article par une brève conclusion. Il ne s'agit pas de reprendre ce qui a déjà été écrit en le résumant ni de

réserver pour la fin une idée importante afin de laisser votre correcteur sur une bonne impression.

La conclusion d'un commentaire d'article doit constituer une ouverture sur l'avenir, par exemple :

- 4# le constat, s'il s'impose, de l'anachronisme de l'article avec un appel à l'intervention du législateur ;
- 4# une interrogation sur la manière dont la jurisprudence va interpréter cet article, s'il est récent ;
- 4# une mise en garde contre d'éventuelles difficultés d'application ou incohérences avec d'autres règles juridiques.

Attention ! Si votre professeur vous conseille de ne pas faire de conclusion, essayez néanmoins, dans la dernière phrase de votre copie, de donner l'impression d'un aboutissement dans votre démonstration ou d'une ouverture sur l'avenir. Évitez que votre correcteur ait le sentiment que votre devoir est inachevé par manque de temps.

Quelques trucs pour réussir votre commentaire d'article

Vous devez commentez tout l'article et rien que l'article. Il ne s'agit pas de disserter sur le thème proposé.

Tout l'article : ne négligez aucun passage de l'article volontairement (par manque de connaissance) ou involontairement (une partie vous « inspire » plus qu'une autre). Vérifiez, lors de l'élaboration de votre plan, que votre commentaire porte bien sur l'ensemble de l'article et que vous n'avez oublié ni un alinéa ni une proposition.

Ainsi, le commentaire de l'article 215 du Code civil ne doit pas se limiter à l'étude du

devoir de cohabitation entre époux visé au premier alinéa. Vous devez analyser de manière équivalente les dispositions relatives au logement de la famille même si cela vous semble moins important et que la jurisprudence y afférente est moins abondante ou que vous l'avez moins étudiée en cours ou en TD.

Rien que l'article : vous devez certes étudier le contexte de l'article et donc l'ensemble de la loi dont il est issu ou les articles qui le précèdent et le suivent, mais ne vous laissez pas aller à la digression. Votre commentaire ne doit porter que sur l'article. **Seule la question résolue par cet article doit être étudiée.** Le commentaire d'article n'est pas un prétexte pour réciter votre cours sur le thème visé. Aucun point n'est attribué aux développements qui n'ont pas leur place dans le devoir et qui ne sont pas attendus par le correcteur. Prolixité ne rime pas forcément avec succès !

Ainsi, le commentaire de l'article 237 du Code civil doit être limité au divorce pour rupture de la vie commune pour séparation de fait. L'étude du divorce pour altérations des facultés mentales d'un des conjoints, visé à l'article 238 du Code civil, doit être écartée dans l'introduction.